« PARISCULTEURS EN TOUTES SAISONS »

RÈGLEMENT DU DISPOSITIF

Ville de Paris

SOMMAIRE

0.	LEXIQUE	4
1.	Le dispositif « Parisculteurs en toutes saisons »	5
1.1.	UN OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DE PROXIMITE.....	5
1.2.	LE DISPOSITIF PARISCULTEURS	5
2.	LES SITES DISPONIBLES	6
3.	LES PORTEUR.SE.S DE PROJETS.....	6
4.	RÉFÉRENTIEL DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE VÉGÉTALISATION DE LA VILLE DE PARIS	7
5.	DÉROULEMENT DU DISPOSITIF	8
5.1.	MODALITES D'ACCES AUX INFORMATIONS UTILES POUR L'ELABORATION DES DOSSIERS DE PRESENTATION DES PROJETS	8
5.2.	EXCLUSION DE RESPONSABILITE RELATIVE A LA DOCUMENTATION NECESSAIRE A L'ELABORATION DES DOSSIERS DE PRESENTATION	9
5.3.	VISITES DES SITES	9
5.4.	ÉLÉMENTS DE LA CANDIDATURE A REMETTRE PAR LES PORTEUR.SE.S DE PROJETS.....	9
5.5.	MODALITES DE REMISE DES ELEMENTS DE LA CANDIDATURE	15
5.5.1	CAS DES SITES PRESENTANT UNE DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES INSCRITE SUR LA FICHE DE SITE	15
5.5.2	CAS DES SITES SANS DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES.....	15
5.6	SÉLÉCTION.....	16
5.6.1	Critères	16
5.6.2	Commission technique.....	17
5.6.3	Jury.....	17
5.6.3.1.	Rôle et composition du jury	17
5.6.4	Désignation des projets lauréats.....	20
5.6.5	Communication des résultats	21
6	MODALITÉS PARTICULIÈRES	21
6.5	COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIFS AUX FICHES DE SITES ET AU REGLEMENT	21
6.6	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	21
6.7	INFORMATIONS RELATIVES A LA PROPOSITION DE LAUREAT.E.S.....	21
6.8	PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE	21
7.	CONTRACTUALISATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES DES SITES	22

7.1 SITES VILLE DE PARIS.....	22
7.2 SITES DES PARTENAIRES.....	23
7.3 AUTORISATIONS OU DECLARATIONS ADMINISTRATIVES NECESSAIRES	24
8. RÉALISATION.....	24
8.1 PRÉPARATION DES SITES	24
8.2 LES ÉTAPES DE LA RÉALISATION	25
8.3 RÈGLES APPLICABLES	25
8.4 AIDES.....	25

0. LEXIQUE

Cette rubrique est à lire avec attention, elle définit les termes qui seront employés dans le cadre du présent règlement.

Porteur.se de projet : personne physique ou morale ou équipe qui a été constituée pour déposer une candidature sur un ou plusieurs sites. Il n'est pas exigé du.de la porteur.se de projet qu'il.elle se présente sous la forme d'une entité disposant de la personnalité morale.

Lauréate : porteur.se de projet dont le ou les projets ont été retenus sur un ou plusieurs sites.

Occupant.e : porteur.se de projet désigné lauréat.e et titulaire du contrat d'occupation signé avec le propriétaire du site.

Sous-occupant.e : personne physique ou morale désignée par l'occupant.e comme pouvant occuper une partie du site sous la responsabilité de l'occupant.e.

Sites Ville de Paris : sites dont la Ville de Paris est propriétaire et/ou gestionnaire.

Partenaire : propriétaire et/ou gestionnaire de site qui a accepté de participer à la démarche et dont un ou plusieurs sites ont été intégrés au dispositif.

Sites d'un partenaire : sites gérés par un partenaire et/ou propriété de celui-ci.

Fiche de site : page consultable sur le site internet Parisculteurs présentant les informations relatives à un site proposé dans le cadre du dispositif. Y figurent notamment la description du site, la date limite de remise des candidatures (le cas échéant), la date de publication initiale du site, le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit la mise à disposition (notamment pour les sites relevant de la domanialité publique) etc.

1. Le dispositif « Parisculteurs en toutes saisons »

1.1. UN OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DE PROXIMITE

Cultiver, végétaliser et nourrir la ville sont des atouts et enjeux importants pour les métropoles et les villes d'aujourd'hui et de demain. Les crises sanitaires, climatiques et sociales mondiales posent de manière accrue la question de l'approvisionnement alimentaire des villes. La relocalisation en milieu urbain et péri-urbain de la production agricole, la promotion des circuits courts de proximité articulés avec les territoires agricoles sont des enjeux majeurs.

L'agriculture de proximité constitue ainsi un levier d'adaptation aux changements climatiques : fourniture d'aliments à haute valeur environnementale, fonctions économiques, sociales, éducatives, paysagères et environnementales.

La Ville de Paris est particulièrement concernée, pionnière en matière de soutien à l'émergence de projets d'agriculture de proximité et de création de nouvelles réciprocitys entre la ville et les territoires ruraux notamment à travers le programme « Parisculteurs ».

1.2. LE DISPOSITIF PARISCULTEURS

Traduction concrète de ce soutien, le dispositif « Parisculteurs », lancé il y a dix ans, porte l'ambition de démonstration et d'accélération des initiatives d'agriculture de proximité.

Suite aux différents appels à projets Parisculteurs, ce sont désormais plus de 80 projets qui sont installés à Paris et aux alentours. Ils se caractérisent par leur grande diversité, que ce soit en termes de surfaces (de 300 m² à plusieurs hectares), d'espaces occupés (toitures, murs, sous-sols, espaces en pleine terre), de fonctions (production agricole, activités pédagogiques, formation professionnelle) ou de produits cultivés (fruits et légumes de saison, aromatiques, fleurs coupées, champignons, thé, micro pousses, etc.)

Dans la continuité de ces appels à projets, la Ville de Paris et ses partenaires lancent le dispositif « Parisculteurs en toutes saisons » centré sur la thématique de l'agriculture de proximité.

Ce dispositif vise à proposer à des porteur.se.s de projets des sites en toiture, en pleine terre, en sous-sol et s'inscrit dans une logique territoriale élargie, puisque les sites proposés peuvent se situer à Paris comme en dehors.

Le présent règlement décrit les règles de ce dispositif.

2. LES SITES DISPONIBLES

Le présent dispositif « Parisculteurs en toutes saisons » vise à développer des projets d'agriculture durable de proximité sur des sites bâtis ou non, propriétés de la Ville de Paris et de ses partenaires.

Le dispositif a été lancé officiellement par la Ville de Paris et ses partenaires le **28 avril 2025**.

À compter de cette date, l'onglet « Sites disponibles » du site internet Parisculteurs recense et présente des espaces disponibles pour accueillir des projets d'agriculture urbaine. Cet onglet est accessible depuis le site internet Parisculteurs : www.parisculteurs.paris/

La liste des sites disponibles sera régulièrement actualisée et alimentée par la Ville de Paris et ses partenaires.

Parmi les sites présentés, il existe deux types de sites au regard de leur domanialité.

- Les sites relevant du domaine public. Pour ce qui concerne ces emprises appartenant au domaine public, le présent règlement a été rédigé conformément aux dispositions des articles L 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques qui fixent les principes qui s'imposent à toute procédure de sélection préalable à la délivrance d'un titre d'occupation.
- Les sites ne relevant pas du domaine public et ne nécessitant pas de procédure de mise en concurrence particulière.

Selon leur domanialité et/ou les modalités de mise en concurrence qui s'appliquent à chaque site, les modalités de remise des éléments de candidature peuvent différer (cf. article 5.5 du présent règlement).

3. LES PORTEUR.S.E.S DE PROJETS

- Un.e porteur.se de projet peut se porter candidat.e pour l'attribution d'un ou plusieurs sites ;
- Il n'est pas requis, pour le.la porteur.se de projet, de se présenter sous la forme d'une personne morale juridiquement constituée au stade du dépôt du projet ;
- Le.la porteur.se de projet peut être une personne physique, une personne morale ou être constitué.e par plusieurs personnes physiques ou morales ;
- Une même personne physique ou morale peut faire partie de plusieurs équipes de porteur.se.s de projet ;

- Le la porteur.se de projet doit préciser dans son dossier le nom de la/des structure.s qui contractualisera.ont avec le propriétaire, ainsi que la forme juridique envisagée (association, société...);
- Les partenaires proposant des sites au titre du présent dispositif n'ont pas la possibilité de candidater sur leurs propres sites. Toutefois, ils ont la faculté de le faire sur les autres sites.

4. RÉFÉRENTIEL DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE VÉGÉTALISATION DE LA VILLE DE PARIS

À titre indicatif, la Ville de Paris, dans les projets dont elle est maître d'ouvrage, s'est engagée dans des démarches respectueuses de l'environnement par :

- La mise en œuvre de différents plans (liste non exhaustive) :
 - Le Plan Alimentation Durable 2022-2027 [Le Plan Alimentation durable, qu'est-ce que c'est ? - Ville de Paris](#)
 - Le Plan Climat de la Ville de Paris [Paris pour le climat - Ville de Paris](#)
 - Le Plan Biodiversité 2025 – 2030 [La biodiversité à Paris - Ville de Paris](#)
 - Le Plan Paris Pluie [Les eaux pluviales : Parispluie - Ville de Paris](#)
 - Le Plan Local de Prévention des Déchets [Réduire ses déchets - Ville de Paris](#)
 - Le Plan Arbre [Tout savoir sur l'arbre à Paris - Ville de Paris](#)
 - Le guide environnemental applicable aux projets d'aménagement et de construction – 2022 [Un guide environnemental pour faciliter la conception - Ville de Paris](#)
- La non-utilisation de produits phytosanitaires chimiques et dangereux pour l'environnement [Paris sans produits phytosanitaires - Ville de Paris](#) ;
- Une exigence sur la qualité du végétal (origine, production, diversité de la palette végétale et pertinence des espèces...) et la favorisation des plantes régionales d'Ile-de-France. L'utilisation des espèces exotiques envahissantes et d'espèces protégées doit être proscrite ;
- La mise en place d'espaces fonctionnels sur le plan écologique (assurant le « gîte et le couvert » à la faune, par la diversité et la complémentarité des essences végétales proposées) pour favoriser les continuités écologiques ;
- Une conception et une réalisation favorisant la gestion économe et écologique des ressources (eau potable, eau non-potable, électricité) ainsi que la limitation des pollutions et des nuisances ;

- Une adéquation entre le support de culture, ses capacités de rétention en eau et en nutriments et les besoins du couvert végétal attendu ;
- Un souci de pérennité des projets et de leurs supports bâtis, notamment par un soin apporté à la question du drainage, cruciale pour la pérennité du système et la protection du bâti ;
- Les initiatives utilisant des matériaux innovants, issus notamment du recyclage ;
- La bonne intégration paysagère des projets dans leur environnement (tenant compte des cônes de visibilité et de la proximité de monuments historiques) et la cohabitation avec les riverain.e.s et usagers du quartier.

5. DÉROULEMENT DU DISPOSITIF

Le déroulement du dispositif tel que fixé dans le présent règlement a été élaboré conjointement avec les partenaires, conformément, pour ce qui concerne les emprises appartenant au domaine public, aux dispositions des articles L 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques qui fixent les principes qui s'imposent à toute procédure de sélection préalables à la délivrance d'un titre d'occupation.

5.1. MODALITES D'ACCES AUX INFORMATIONS UTILES POUR L'ELABORATION DES DOSSIERS DE PRESENTATION DES PROJETS

Toute la documentation relative au dispositif est disponible à l'adresse : <https://www.parisculteurs.paris/>

Les porteur.se.s de projet devront s'inscrire en indiquant une adresse mail de contact sur laquelle ils.elles pourront recevoir des informations concernant le dispositif. Il suffit pour cela de télécharger un document sur une page relative à un site ou de renseigner son adresse mail dans l'onglet « Rester informé » du site internet <https://www.parisculteurs.paris/>.

Pour chacun des sites proposés, trois types de documents sont consultables sur <https://www.parisculteurs.paris/> :

- Le présent règlement, qui permet de disposer d'une vision d'ensemble du dispositif et décrit les règles relatives à la désignation des projets lauréats. Il est téléchargeable depuis l'onglet « Sites disponibles » du site internet <https://www.parisculteurs.paris/> et sur chaque fiche de site ;
- Une fiche de site consultable en ligne présentant les informations spécifiques au site concerné : description du site (configuration, accessibilité, contraintes etc.), cadre réglementaire dans lequel s'inscrit la mise à disposition (notamment pour les sites relevant de la domanialité publique), date limite de remise des candidatures (le cas échéant), date de publication initiale du site, durée de la mise à disposition, nature du contrat d'occupation proposé, particularités du site etc. Pour certains sites aux

caractéristiques particulières, des attendus spécifiques pourront être précisés et figurent sur les fiches de sites.

- Des annexes détaillées spécifiques au site (plan, redevance, documentation technique etc.). Ces annexes techniques sont téléchargeables sur chaque fiche de site.

Des compléments sont susceptibles d'être apportés à ces documents postérieurement à la publication initiale. Le cas échéant, les porteur.se.s de projets seront informés sur le site <https://www.parisculteurs.paris/> à la page concernant le site en question, ainsi que sur leur adresse mail de contact *via* l'adresse mail Parisculteurs (parisculteurs@paris.fr) pour celles.ceux ayant téléchargé des éléments (règlement, annexes...).

Par ailleurs, une « Boîte à outils de l'agriculteur.rice urbain.e » est également consultable sur le site <https://www.parisculteurs.paris/>. Ce document a vocation à guider les candidat.e.s lors de l'élaboration d'un projet d'agriculture urbaine. Disponible à titre indicatif, il pourra servir de guide aux porteur.se.s de projets.

5.2. EXCLUSION DE RESPONSABILITE RELATIVE A LA DOCUMENTATION NECESSAIRE A L'ELABORATION DES DOSSIERS DE PRESENTATION

La Ville de Paris et ses partenaires ont constitué de bonne foi la documentation relative au dispositif et aux sites présentés. Leur responsabilité ne pourra être recherchée ou engagée, notamment en raison du contenu de ladite documentation, de son caractère qui pourrait s'avérer incomplet ou inexact.

5.3. VISITES DES SITES

Pour permettre au.x porteur.se.s de projets de prendre la pleine mesure du potentiel et des contraintes des sites, des visites pourront être organisées en présence des propriétaires et/ ou gestionnaires de sites. **Ces visites sont obligatoires pour déposer un dossier de candidature.**

Les porteur.se.s de projets, notamment étrangers, peuvent se faire représenter.

L'inscription à ces visites est à effectuer sur la plateforme <http://www.parisculteurs.paris> *via* le formulaire disponible sur chaque fiche de site.

Les candidat.e.s seront informés par mail et *via* le site internet <http://www.parisculteurs.paris> des modalités relatives à l'organisation d'une date de visite.

5.4. ÉLÉMENTS DE LA CANDIDATURE A REMETTRE PAR LES PORTEUR.SE.S DE PROJETS

Les porteur.se.s de projets devront remettre, pour chaque site sur lequel ils soumettent un projet :

- Un **dossier de présentation** de 7 pages maximum permettant d'apprécier l'ambition du projet et ses modalités de mise en œuvre, dont le détail est précisé ci-dessous.
- Une **planche graphique** décrivant les principaux termes du projet, grâce à des visuels pédagogiques et faisant apparaître un plan d'aménagement de l'espace mis à disposition.

Il est attendu que les visuels contribuent à la fois à « donner à voir le projet » et à démontrer son réalisme opérationnel. À ce dernier titre, les illustrations devront donc reposer sur l'analyse et la prise en compte des caractéristiques techniques de chaque site.

Certains visuels pourront être repris dans le cadre de la communication autour du dispositif.

- Le **questionnaire sur l'autorisation d'exploiter** complété.
- Autant que jugé utile par le/la porteur.se de projet, un ensemble d'**annexes techniques** (environ 5 pages, maximum 10) venant préciser ou approfondir certains éléments du dossier. Cela peut concerner, à titre indicatif : détails du plan de cultures, carnet d'entretien, fiches techniques, CV etc. Ces annexes techniques ne sont pas obligatoires.

Détail du dossier de présentation (maximum 7 pages)

Partie 1 - Résumé du projet et vocation

Il est demandé au/à la porteur.se de projet de rédiger un résumé de son projet présentant les caractéristiques et finalités principales.

Partie 2 - Organisation de l'équipe projet

Dans cette partie, il s'agira de décrire comment le/la porteur.se de projet est organisé.e pour conduire son projet.

Seront notamment décrits :

- Le nom, la nature juridique (société, association...) et la composition de la/des structure.s ad hoc qui mettra.ont en œuvre le projet.
- Les moyens humains mobilisés pour mener à bien le projet (organigramme fonctionnel, effectifs et nombre d'ETP affectés aux différentes activités, type de contrats ; en cas d'appel à des bénévoles : fréquence, nombre de personnes, encadrement, fidélisation, etc.) et leurs conséquences en charges de personnels ;
- Les formations, compétences et expériences significatives des membres de la/des structure.s porteuse.s du projet au regard du projet visé ;

- Le cas échéant, les entités avec lesquelles la.les structure.s porteuse.s du projet prévoi.en.t de collaborer : leur nom, leur nature juridique (société, association...), leurs compétences, leurs rôles respectifs dans la mise en œuvre du projet et les modalités de collaboration envisagées (notamment contractuelles et financières). Des lettres d'engagement pourront utilement être jointes au dossier. Seront également distinguées les éventuelles prestations externalisées en précisant les modalités d'externalisation (relations organisationnelles, détails de liens contractuels, financiers et capitalistiques, etc.).

Le cas échéant, le.la porteur.se de projet précisera comment ses moyens humains évoluent en fonction des phases du projet (instruction, installation, exploitation).

NB : Pour les sites sur lesquels la conclusion d'un bail rural environnemental est envisagée, les candidat.e.s devront préciser :

- S'ils.elles réalisent une installation en bénéficiant de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ;
- S'ils.elles sont déjà exploitant.e.s de la commune (éventuellement en groupement) et répondent aux conditions de capacité professionnelle et de superficie visées à l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime.

Et, le cas échéant, fournir les éléments de justification nécessaires.

Il est à noter que la possibilité de conclure un bail rural environnemental est indiquée, le cas échéant, sur les fiches de sites à la rubrique « contractualisation ». Si cela n'est pas mentionné, le site présenté n'est pas éligible à la conclusion d'un bail rural environnemental.

Cette partie doit permettre d'apprécier le réalisme opérationnel du projet en termes de moyens humains.

Partie 3 - Insertion du projet dans son environnement

Le.la porteur.se de projet exposera son diagnostic de l'environnement du site en termes de dynamiques à exploiter et de besoins à pourvoir. La qualité du diagnostic doit venir conforter la pertinence et donc la durabilité du projet.

À titre d'exemple, ce diagnostic pourra intégrer les caractéristiques commerciales, urbanistiques, paysagères, ainsi que les besoins environnementaux, alimentaires, esthétiques, économiques etc. liés au site et à son environnement.

Plus globalement, le.la porteur.se de projet devra montrer qu'il a parfaitement identifié toutes les problématiques du site et de son environnement et démontrer comment son projet les prend en compte et y répond.

Partie 4 - Le projet

Phase de préparation et d'installation

Le/la porteur.se de projet devra décrire le processus précis d'installation et de démarrage de l'exploitation, en termes :

- D'instruction du projet ; cette partie devra détailler, les étapes des procédures nécessaires : autorisations d'urbanisme (Déclaration Préalable, Permis de Construire...), préfectorales (Autorisation de Construire, d'Aménager ou de Modifier pour les ERP), agricoles (autorisations d'exploiter, de commercialiser) ainsi que la validation technique (passage en phases AVP puis PRO et DCE le cas échéant, validation par un bureau de contrôle...) en respectant bien les délais réglementaires ;
- De finalisation du modèle économique (recherche active des débouchés et de potentiels clients, comparatif et choix définitif parmi les offres de financement bancaire concurrentes, choix des fournisseurs etc.) ;
- D'installation (étapes des travaux d'aménagement du site) :
 - Approvisionnements en matériel d'installation ;
 - Réalisation des travaux ;
 - Réception des travaux.

Un rétroplanning décrivant cette phase d'installation pourra être fourni.

Une attention particulière devra être portée à l'intégration du projet dans son environnement urbain en termes de dynamiques et de besoins à pouvoir.

Exploitation et entretien

Le cas échéant, le/la porteur.se de projet décrira l'exploitation du site en termes :

- D'accès quotidien, de circulation des personnes et des matériels, productions... ;
- De gestion technique de l'exploitation (maintien en état du site, petit et gros entretiens, stockage, consommation d'eau et d'électricité, locaux sociaux...);
- De techniques culturales, de variétés cultivées et de productivité ;
- De distribution, transformation le cas échéant et commercialisation ;
- D'ouverture du site au public si cela est permis et envisagé (en précisant le type d'activité envisagé, la fréquence etc.) ;
- De modalités de repli à l'issue de la période d'exploitation ;
- Un planning d'exploitation pourra être fourni pour décrire notamment l'éventuelle saisonnalité de l'activité du projet ou d'une composante (exemple pépinière, accueil du public, activité ponctuelle...);
- Et toute explication nécessaire à la bonne appréciation de l'exploitation du site.

Impacts

Le.la porteur.se de projet devra décrire les résultats attendus du projet et leur cohérence avec les besoins et dynamiques identifiés en première partie.

Il s'agira de mettre en évidence les impacts du projet, de manière aussi quantitative que possible, en termes :

- Environnementaux : sur ce point le.la porteur.se de projet pourra mettre en avant sa prise en compte des orientations prises par la Ville de Paris et ses partenaires (non utilisation de produits phytosanitaires, gestion économe en eau et autres ressources, approche sans intrants minéraux, bénéfiques en termes de biodiversité, économie circulaire, réemploi, etc.) ;
- Esthétiques (bonne intégration du projet dans son environnement, amélioration du paysage urbain, etc.) ;
- Sociaux-économiques (production attendue, description des flux d'échanges attendus, du nombre et des types d'emplois créés, dont emplois inclusifs, caractéristiques du projet favorisant l'inclusion sociale, les liens avec le quartier, etc.).

Économie du projet

Il s'agit de démontrer le réalisme opérationnel du projet sous l'angle économique, au travers de bilans prévisionnels.

Plan de financement des investissements

Cette partie devra présenter :

- Le montant estimatif des investissements envisagés, décomposé par type de poste (dispositifs de cultures, serres, bâti, travaux eau et électricité etc.) ;
- Le plan de financement décomposés en part :
 - De fonds propres
 - D'emprunts bancaires (en précisant la maturité et le taux d'intérêt envisagés)
 - D'autres sources : mécénats, aides publiques etc.
- Tout élément justificatif permettant d'étayer la crédibilité du plan de financement envisagé.

Modèle économique

Cet exercice de « business plan » sera développé sur la durée proposée par le.la porteur.se de projet ou celle imposée sur la fiche de site, le cas échéant. Il distinguera les phases de démarrage, de maturation et de gestion courante.

Les postes suivants devront en tout état de cause être explicités avec un niveau de détail permettant d'apprécier la pertinence des estimations financières de dépenses et de recettes. Cette partie intégrera les éléments suivants :

- **Les recettes d'exploitation** : montant total et décomposition par type d'activités productrices de recettes : vente de produits agricoles, activités connexes : ateliers, animations, etc.

Le dossier devra également expliciter et justifier les hypothèses sous-jacentes aux projections de recettes pour chaque type d'activité (par exemple : quantités produites, quantités vendues, prix de vente, nombre d'ateliers/d'animation, fréquentation, tarifs prévus etc.).

Elles seront détaillées pour chaque phase du projet (démarrage / maturation / gestion courante).
- **Les charges d'exploitation** : montant total et décomposition par type de postes : charges de personnels, fournitures, coûts de maintenance, dépenses de fluides, taxes et redevances diverses notamment liées à la fiscalité, à l'urbanisme, éventuels frais financiers....

Le dossier devra également expliciter et justifier les hypothèses sous-jacentes pour chaque poste (par exemple : nombre d'ETP, effectif, salaire moyen, charge de structure etc. ; nature, quantité et prix moyen des fournitures ; volume moyen de fourniture à remplacer chaque année ; le cas échéant, coût des contrats de prestation de maintenance ; consommation et tarif eau / électricité, etc.).

Elles seront détaillées pour chaque phase du projet (démarrage / maturation / gestion courante).
- **La durée de la convention** (lorsqu'elle n'est pas imposée par la fiche de site), justifiée au regard de la durée nécessaire à l'amortissement des investissements et une juste rémunération des capitaux investis.

Cette dimension du projet, en ce qu'elle conditionne fortement sa faisabilité, devra être particulièrement soignée.

Pour les projets fonctionnant sur la base de bénévolat, générant une activité non marchande, il s'agira de démontrer la pérennité du fonctionnement (nombre de bénévoles, fréquences et amplitude horaire de mobilisation nécessaire, moyens envisagés pour le recrutement, la formation et la fidélisation des bénévoles, etc.).

L'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures

Le/la porteur.se de projet devra fournir les éléments d'information permettant d'apprécier si le projet sera soumis à une autorisation au titre du contrôle des structures des exploitations agricoles relevant des articles L.331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Un questionnaire permettant de répondre à cette partie est **disponible dans les annexes de chacune des fiches de sites**. Il est demandé au/x porteur.se.s de projets de le remplir et de le joindre à leur dossier de candidature.

5.5. MODALITES DE REMISE DES ELEMENTS DE LA CANDIDATURE

Les éléments de la candidature décrits à l'article 5.4 du présent règlement sont à déposer au format .pdf sur le site internet Parisculteurs <https://www.parisculteurs.paris/>, sur la fiche de site correspondante.

Les dossiers seront rédigés en français.

Selon les sites présentés, il existe deux modalités de dépôt des éléments de la candidature selon que le site présente ou non une date limite de remise des candidatures. Ces deux modalités sont détaillées ci-dessous.

5.5.1 CAS DES SITES PRESENTANT UNE DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES INSCRITE SUR LA FICHE DE SITE

Pour ces sites, les éléments de la candidature décrits à l'article 5.4 du présent règlement devront impérativement être déposés avant la date limite de remise des candidatures inscrite sur la fiche de chaque site concerné.

Tout dossier qui n'aurait pas été déposé avant la date indiquée sur la fiche de site sera déclaré irrecevable.

Une fois la date limite de remise des candidatures atteinte, la fiche de site sera retirée du site internet Parisculteurs et la Ville de Paris et ses partenaires entameront l'analyse des candidatures reçues.

5.5.2 CAS DES SITES SANS DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES

Pour ces sites, il n'y a pas de date limite de remise des candidatures inscrite sur la fiche du site concerné.

Tant que la fiche de site est visible sur le site internet Parisculteurs, les porteur.se.s de projets peuvent candidater à tout moment, en déposant les éléments de la candidature décrits à l'article 5.4 du présent règlement.

La fiche de site reste publiée jusqu'à la réception d'une candidature comportant l'intégralité des éléments de dossier définis à l'article 5.4, le délai de publication ne pouvant en tout état de cause être inférieur à 2 mois. Ainsi :

- Si une candidature est déposée moins de deux mois après la date initiale de publication du site, le site continuera à être proposé jusqu'à atteindre un délai de publication de 2 mois. Si, dans cet intervalle, une ou plusieurs autres candidatures sont déposées, la Ville de Paris et ses partenaires procéderont à l'examen de l'ensemble des candidatures déposées. Une fois le délai de deux mois atteint, la fiche de site est retirée du site internet Parisculteurs.

- Si une candidature est déposée plus de deux mois après la date initiale de publication du site, la fiche de site sera retirée du site internet Parisculteurs et la Ville de Paris et ses partenaires engageront l'analyse du dossier déposé.

La date de publication initiale du site, à partir de laquelle court ce délai de 2 mois est inscrite sur la fiche de site concernée.

5.6 SÉLECTION

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, tel qu'indiqué à l'article 5.4 du présent règlement, seront déclarées irrecevables les candidatures qui n'auront pas fourni les pièces exigées.

Seules les candidatures recevables seront analysées, pour chaque site, au regard des critères et modalités présentés ci-dessous et présentées au jury de sélection.

5.6.1 Critères

Les dossiers seront évalués selon deux familles de critères : **qualité du projet** et **réalisme opérationnel**.

Sont explicités ci-après les axes selon lesquels les critères de qualité du projet et de réalisme opérationnel seront appréciés. Dans un souci de voir aboutir les projets lauréats, une attention toute particulière sera portée aux éléments démontrant la faisabilité et la viabilité du projet.

Qualité du projet au regard des éléments suivants :

- Qualité et diversité des productions ;
- Gestion sobre des ressources (eau, déchets...) et mesures prises pour limiter les pollutions et les nuisances ;
- Services rendus au territoire (circuits courts, sensibilisation, cohésion sociale, création d'emplois, biodiversité...);
- Qualité du projet d'exploitation, en fonction de sa capacité à contribuer au respect de la destination du lieu, à son animation, à son ouverture à un public varié le cas échéant et à son intégration dans son environnement ;
- Adéquation des caractéristiques architecturales, paysagères du projet au regard du site.

Réalisme opérationnel du projet, au regard des éléments suivants :

- Faisabilité technique du projet : respect des caractéristiques du site et cohérence avec son activité, réalisme des propositions techniques, maîtrise générale de ces

questions ;

- Crédibilité du planning général du projet (phase de préparation, d'installation etc.) ;
- Identification et prise en compte du processus d'instruction des différentes autorisations administratives et de la réglementation ;
- Solidité du plan de financement (origine, éligibilité, adéquation...);
- Viabilité économique et pérennité du projet ;
- Adéquation des moyens humains au regard du projet présenté ;
- Cohérence du choix et du mode de production avec les capacités du site et la demande locale (rendements réalistes, impact alimentaire si production comestible...).

Discordance(s) ou erreur(s) constaté(s) dans la candidature d'un.e porteur.se de projet :

En cas de discordance constatée dans un dossier, les indications portées en chiffres prévaudront sur toutes autres indications du dossier.

5.6.2 Commission technique

Les éléments produits au titre de la candidature seront analysés pour chaque site conformément aux critères indiqués au § 5.6.1.

L'analyse sera conduite par une commission technique composée des services de la Ville de Paris ainsi que, le cas échéant, des représentants des autres territoires d'accueil et des partenaires. La commission technique pourra faire appel à divers spécialistes notamment de l'agriculture.

L'examen des candidatures est susceptible d'être, pour certains sites, assorti d'une audition des porteur.se.s de projets. Ils seront ainsi amenés à présenter leur projet et à échanger sur des points techniques avec la commission. Le cas échéant, l'ensemble des porteur.se de projet ayant déposé une proposition sur le site considéré seront auditionné.e.s.

Afin d'apprécier pleinement les projets présentés, des compléments d'information pourront être demandés au.x porteur.se.s de projets en amont ou en aval de ces commissions. Les porteur.se.s de projets seront contacté.e.s par l'adresse mail des Parisculteurs (parisculteurs@paris.fr) qui utilisera l'adresse mail que le.la candidat.e aura indiqué lors du dépôt de son dossier.

5.6.3 Jury

5.6.3.1. Rôle et composition du jury

Sur la base des analyses produites par les commissions techniques, un jury, spécifique à chaque site, émettra un avis se traduisant par une proposition de projet lauréat fondée sur les critères indiqués à l'article 5.6.1. du présent règlement.

Le jury se réserve la possibilité d'émettre un avis sur d'autres projets dont les qualités justifieraient qu'ils soient retenus en lieu et place du projet proposé lauréat et ce dans les deux circonstances suivantes :

- En cas d'absence de désignation du projet lauréat conformément à l'article 5.6.4 du présent règlement ;
- En cas d'absence de mise en œuvre du projet lauréat.

Les jurys seront composés de la manière suivante.

Sites « Ville de Paris » situés à Paris

- Président.e du jury : Adjoint.e à la Maire de Paris en charge de l'alimentation durable, de l'agriculture et des circuits courts ;
- Le.la Premier.e Adjoint.e de la Ville de Paris ou son.sa représentant.e ;
- Adjoint.e.s à la Maire de Paris concerné.e.s au titre de leur délégation, ou leurs représentant.e.s ;
- Maire de l'arrondissement sur le territoire duquel se situe le site, ou son.sa représentant.e ;
- Président.e de chaque Groupe politique représenté au Conseil de Paris, ou son.sa représentant.e ;
- Le.la président.e de la Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France ou son.sa représentant.e
- Des personnalités qualifiées dans le cadre du dispositif.

En fonction du nombre et de la qualité des dossiers reçus, la Ville de Paris se réserve la possibilité pour certains sites d'auditionner les candidat.e.s lors des jurys.

Sites « Ville de Paris » situés hors de Paris

- Président.e du jury : Adjoint.e à la Maire de Paris en charge de l'alimentation durable, de l'agriculture et des circuits courts ou son.sa représentant.e ;
- Le.la Premier.e Adjoint.e de la Ville de Paris ou son.sa représentant.e ;
- Adjoint.e.s à la Maire de Paris concerné.e.s au titre de leur délégation, ou leurs représentant.e.s ;
- Élu.e.s des collectivités locales sur le territoire desquelles le projet est accueilli ;
- Le.la Président.e de chaque Groupe politique représenté au Conseil de Paris, ou son.sa représentant.e ;
- Le.la président.e de la Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France ou son.sa représentant.e

- Des personnalités qualifiées dans le cadre du dispositif.

Les représentant.e.s des collectivités locales concernées seront désigné.e.s selon les règles qui leur sont propres.

En fonction du nombre et de la qualité des dossiers reçus, la Ville de Paris se réserve la possibilité pour certains sites d'auditionner les candidat.e.s lors des jurys.

Sites « Partenaires » situés à Paris

- Président.e.s du jury : représentant.e.s du partenaire et l'Adjoint.e à la Maire de Paris en charge de l'alimentation durable, de l'agriculture et des circuits courts ou son.sa représentant.e ;
- Le.la Premier.e Adjoint.e de la Ville de Paris ou son.sa représentant.e ;
- Adjoint.e.s à la Maire de Paris concerné.e.s au titre de leur délégation, ou leurs représentant.e.s ;
- Maire de l'arrondissement sur le territoire duquel se situe le site, ou son.sa représentant.e ;
- Président.e de chaque Groupe politique représenté au Conseil de Paris, ou son.sa représentant.e ;
- Le.la président.e de la Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France ou son.sa représentant.e ;
- Des personnalités qualifiées dans le cadre du dispositif.

Les représentant.e.s des partenaires concernés seront désigné.e.s selon les règles qui leur sont propres.

En fonction du nombre et de la qualité des dossiers reçus, la Ville de Paris et le partenaire se réservent la possibilité pour certains sites d'auditionner les candidat.e.s lors des jurys.

Sites « Partenaires » situés hors de Paris

- Président.e.s du jury : représentant.e.s du partenaire et l'Adjoint.e à la Maire de Paris en charge de l'alimentation durable, de l'agriculture et des circuits courts ou son.sa représentant.e ;
- Élu.e.s des collectivités locales sur le territoire desquelles le projet est accueilli ;
- Le.la Premier.e Adjoint.e de la Ville de Paris ou son.sa représentant.e ;
- Adjoint.e.s à la Maire de Paris concerné.e.s au titre de leur délégation, ou leurs représentant.e.s ;

- Le.la président.e de la Chambre d'Agriculture d'Ile de France ou son.sa représentant.e ;
- Des personnalités qualifiées dans le cadre du dispositif.

Les représentant.e.s des partenaires et des collectivités locales concernées seront désigné.e.s selon les règles qui leur sont propres.

En fonction du nombre et de la qualité des dossiers reçus, la Ville de Paris et le partenaire se réservent la possibilité pour certains sites d'auditionner les candidat.e.s lors des jurys.

5.6.3.2. Fonctionnement du jury

Le jury se réunit sur invitation du.de la Président.e représentant la Maire de Paris, ils pourront se tenir en visioconférence ou en présentiel.

Les membres du jury reçoivent l'invitation par voie électronique.

En cas d'absence de certains des membres du jury, le jury pourra tout de même se tenir.

Chaque membre du jury détient une voix, qu'il est libre d'utiliser ou non.

Les votes des membres sont émis à main levée. L'abstention n'est pas considérée comme une voix exprimée mais sera inscrite au procès-verbal du jury.

En cas d'égalité des voix sur plusieurs projets, le jury se prononce par un nouveau vote sur ces derniers. Si ce nouveau vote aboutit à une nouvelle égalité de voix :

- Sur les sites Ville de Paris, la voix du.de.la Président.e représentant la Ville de Paris est prépondérante ;
- Sur les sites partenaires, la voix du partenaire siégeant en tant que Président.e est prépondérante.

Le jury dresse un procès-verbal de ses réunions.

Le jury peut décider de ne pas proposer de lauréat.e pour un ou plusieurs sites malgré la remise de dossiers de présentation de projets.

5.6.4 Désignation des projets lauréats

Pour les projets accueillis sur les dépendances des domaines public et privé de la Ville de Paris, celle-ci désignera les projets lauréats, au vu de l'avis du jury.

Pour les sites partenaires, les projets lauréats seront désignés par chacun d'entre eux, au vu de l'avis du jury.

Il est précisé que la Ville de Paris ou les partenaires se réservent la possibilité de ne pas

désigner de lauréat.e si aucun des projets soumis ne paraît pouvoir être retenu ou pour un motif d'intérêt général.

5.6.5 Communication des résultats

Le résultat de l'avis du jury, le nom des équipes et les visuels de la planche graphique, donneront lieu à une publication sur le site <https://www.parisculteurs.paris/> à l'issue des désignations.

6 MODALITÉS PARTICULIÈRES

6.5 COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIFS AUX FICHES DE SITES ET AU REGLEMENT

Des compléments sont susceptibles d'être apportés aux fiches de sites et au règlement au cours du délai de consultation. Le cas échéant, les porteur.se.s de projets seront informés *via* le site <https://www.parisculteurs.paris/> sur la page concernant le site en question, ainsi que par mail *via* l'adresse mail des Parisculteurs (parisculteurs@paris.fr) pour ceux ayant téléchargés des éléments sur la page du site concernée par les compléments.

Pour les sites comportant une date limite de remise des candidatures, la Ville de Paris se réserve le droit d'apporter des modifications, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

6.6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les porteur.se.s de projets peuvent poser des questions concernant un site à partir du bouton « Poser une question » présent sur chaque fiche de site. Les réponses seront ensuite publiées sur la fiche de site.

Pour les sites comportant une date limite de remise des candidatures, les porteur.se.s de projets peuvent poser ces questions au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de dépôt des dossiers

6.7 INFORMATIONS RELATIVES A LA PROPOSITION DE LAUREAT.E.S

À l'issue de la tenue des jurys, chaque porteur.se de projet recevra un courriel l'informant de l'avis du jury sur son projet.

6.8 PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE

Les projets ne pourront pas être considérés comme des œuvres au sens de la propriété intellectuelle. En particulier une installation dont l'entretien sera assuré par la Ville de Paris ou un partenaire ne pourra pas prétendre à être entretenue indéfiniment dans son état initial, au motif qu'il s'agit d'une œuvre.

Les lauréat.e.s seront libres de protéger les informations relatives à leurs technologies, process, modèles d'affaires etc.

La Ville de Paris, ses prestataires et ses partenaires s'engagent à ne pas diffuser ou utiliser tout élément déclaré comme confidentiel. À cet effet les porteur.se.s de projets devront signaler ces éléments de manière explicite dans leur dossier de présentation du projet. Cette mention ne pourra être appliquée à la planche graphique qui a vocation à être exposée publiquement.

Sans indication de la mention « confidentiel », tout élément est réputé pouvoir être utilisé librement par la Ville de Paris et ses partenaires, notamment à des fins de communication.

La qualification du contrat autorisant et organisant l'occupation du site varie notamment selon la nature du site : « Ville de Paris » ou « Partenaires ».

Les règles de mise à disposition des sites de partenaires sont précisées pour chaque site <https://www.parisculteurs.paris/> sur leurs fiches de sites respectives.

Durant la phase intermédiaire entre la désignation du projet lauréat et la mise en œuvre concrète de leur projet, la Ville de Paris facilitera autant que possible les démarches nécessaires.

L'objectif est que les contrats soient signés le plus rapidement possible avec les lauréat.e.s.

Les candidat.e.s dont le projet a été retenu, en application de la procédure de sélection définie par le présent règlement, s'engagent à le mettre en œuvre conformément à la description qui y en est faite dans le dossier de présentation remis dans le cadre du dispositif. Cette obligation sera expressément stipulée dans le contrat qui liera le.la lauréat.e au propriétaire/gestionnaire du site.

Le.la lauréat.e et le propriétaire devront maintenir un dialogue régulier en vue d'aboutir dans un délai raisonnable à la conclusion du contrat d'occupation.

En cas de retard (ou risque de retard) significatif de la signature du contrat d'occupation et de l'installation du projet par rapport au calendrier initialement envisagé, le propriétaire du site et le.la lauréat.e conviennent de se réunir afin de discuter des modalités de poursuite du projet.

Suite à ces discussions, en l'absence d'avancées significatives permettant d'envisager la signature du contrat d'occupation et l'installation du projet dans un délai raisonnable, le propriétaire du site et le.la lauréat.e se réservent la possibilité de statuer sur la poursuite ou non du projet.

7. CONTRACTUALISATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES DES SITES

7.1 SITES VILLE DE PARIS

Le contrat prendra obligatoirement la forme d'une convention d'occupation du domaine public (CODP) pour les sites relevant du domaine public, ou d'un titre d'occupation dont la nature juridique sera adaptée au domaine privé pour les sites relevant de cette catégorie.

Le type de contrat proposé est précisé sur chaque fiche de site concerné.

Le contrat sera conclu avec la/les personne.s physique.s ou morale.s désignée.s dans le dossier remis.

L'occupant.e pourra présenter des tiers sous-occupant.e.s afin de leur permettre d'occuper une partie du site pour l'exercice d'activités compatibles avec la destination du site définie dans la convention passée avec l'occupant.e.

La conclusion des contrats de sous-occupation devra être acceptée par la Ville de Paris.

Ce contrat décrit les modalités de mise à disposition du site, et précise notamment les éléments suivants :

- Parties au contrat : l'Occupant.e et la Ville de Paris ;
- Durée de la mise à disposition du site ;
- Accès et servitudes ;
- Entretien ;
- Activités exercées ;
- Redevance : fixée selon les indications portées sur les fiches de sites
- Consommations de fluides qui seront à la charge des porteur.se.s de projets sauf mention contraire ;
- Responsabilités et assurances :
 1. Assurance décennale en cas de travaux touchant à la structure du bâtiment ;
 2. Assurance responsabilité civile professionnelle dans tous les autres cas d'un montant minimum de 500 000€.

7.2 SITES DES PARTENAIRES

Chaque propriétaire est libre de la forme contractuelle entre lui et le/la porteur.se de projet. Les fiches de site précisent cette forme le cas échéant. La contractualisation sera adaptée au projet soumis et décidée à l'issue de la désignation du/de/la lauréat.e.

Ce contrat pourra préciser les éléments suivants dont les modalités seront déclinées dans la description de chaque site :

- Durée ;
- Accès et servitudes, décrits dans la fiche descriptive ;
- Entretien ;
- Activités exercées ;

- Redevance due au propriétaire/gestionnaire du site, signataire du titre d'occupation ;
- Consommations en fluides (eau, électricité...);
- Responsabilités et assurances.

Il est précisé que la Ville de Paris n'interviendra pas dans la relation contractuelle entre le partenaire et le.la lauréat.e.

7.3 AUTORISATIONS OU DECLARATIONS ADMINISTRATIVES NECESSAIRES

Les porteur.se.s de projets devront élaborer et faire instruire les dossiers d'autorisation/déclarations liés à leur opération, au titre des différents codes en vigueur (urbanisme, environnement, patrimoine, commerce, bâtiment et habitation, travail, consommation, rural...).

Pour les autorisations d'urbanisme, le plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur s'appliquera. Selon les situations, une déclaration préalable de travaux, un permis de construire, un permis de démolir pourra être nécessaire.

Pour les projets recevant du public, une autorisation de construire, d'aménager ou de modifier (ACAM) un Établissement recevant du public sera nécessaire.

Le respect du cadre défini par le schéma directeur régional des exploitations agricoles s'appliquera également. Le présent dispositif n'ouvre aucun droit à exploiter des terrains agricoles en s'exonérant de ce schéma directeur et de l'éventuelle autorisation d'exploiter qui en découlerait.

Après autorisation du propriétaire de site, le.la lauréat.e déposera toute demande d'autorisation administrative nécessaire à la réalisation de son projet.

Sur l'ensemble de ces sujets, les porteur.se.s de projets pourront adresser leurs questions sur la plateforme www.parisculteurs.paris.

8. RÉALISATION

8.1 PRÉPARATION DES SITES

Pour les sites Ville de Paris, des travaux préparatoires, garantissant par exemple l'accessibilité, l'étanchéité, la sécurité et l'accès à minima au réseau d'eau potable, seront pris en charge par la Ville de Paris. Cette préparation est spécifiée dans chaque fiche de site.

Pour les sites partenaires, il convient de se référer aux fiches de site, qui décrivent les conditions dans lesquelles le site sera mis à la disposition du.de.la lauréat.e par le propriétaire.

8.2 LES ÉTAPES DE LA RÉALISATION

Une fois le contrat avec le propriétaire du site signé, la « réalisation » des projets comportera plusieurs étapes :

- Instruction du projet ;
- Travaux d'installation du projet ;
- Inauguration, selon des modalités qui restent à préciser ;
- Exploitation par le.la lauréat.e, d'une durée variable selon les sites.

Pour cela, la Ville de Paris accompagnera techniquement les lauréat.e.s dans la mise en œuvre de leur projet, au travers de conseils techniques et d'organisation de retours d'expériences.

Au cours des différentes étapes de la réalisation du projet, le.la lauréat.e, le propriétaire du site et la Ville de Paris travailleront conjointement à valoriser le projet à travers des actions de communication, visites ou toute autre démarche appropriée.

8.3 RÈGLES APPLICABLES

Tous les projets devront respecter la réglementation en vigueur au moment de la mise en œuvre. Pour mémoire, voici quelques rappels non exhaustifs :

- Dispositions relatives au droit du travail (code du travail) ;
- Règles d'urbanisme (PLU) et taxes et redevances associées aux constructions ;
- Règles de production et de commercialisation de produits alimentaires (codes du commerce, de la consommation, rural) ;
- Réglementation phytosanitaire ;
- Règlement sanitaire départemental ;
- Paquet hygiène ;
- Agrément sanitaire ;
- Règles de mise en accessibilité pour les sites accueillant du public (code de la construction et de l'habitation) ;
- Règles fiscales en vigueur.

8.4 AIDES

Le présent dispositif vise à mettre à disposition des sites pour y développer des projets agricoles. Ce dispositif n'est pas incompatible avec des dispositifs permettant l'octroi d'aides, notamment économiques, de la Ville de Paris qui seraient mis en place par ailleurs.